



**POUVOIRS PUBLICS / ASSOCIATIONS**

## Unis contre la précarité

ISSN : 0026-0290

**INTERNATIONAL P.05**

Tchad  
Réduire  
les clivages

**EN ACTION(S) P.08**

Prison  
Une fenêtre  
sur l'extérieur

**RENCONTRE P.12**

Jean-Marc Bikoko  
Le combat  
dans l'âme



## Le Secours Catholique-Caritas France fête ses 70 ans

Créé en 1946 par l'Assemblée des cardinaux et des archevêques sous l'impulsion de Jean-Rodhain, le Secours Catholique-Caritas France agit depuis 70 ans pour faire reculer la pauvreté en France et dans le monde. Retrouvez dans cette page, un pan de l'histoire de l'action de votre association.

1946-2016 1946-2016 1946-2016 1946-2016 1946-2016 1946-2016



## Humanitaire : de l'aide unilatérale à une réponse participative

PAR ROMAIN DE VRIES, RESPONSABLE DU PÔLE URGENCES INTERNATIONALES AU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

Cette photo de la bénédiction, à Rome, des camions de Caritas Internationalis en partance pour l'Inde en février 1966 reflète les débuts de l'action humanitaire. Le Nord portait alors assistance au Sud sur un mode le plus souvent distributif. Cette même logique s'illustrera plus tard, en 1992, par l'image du "French doctor" Bernard Kouchner portant un sac de riz sur les épaules en Somalie, après une campagne de collecte auprès des écoliers français.

Depuis, les rapports entre le Nord et le Sud ont bien changé. Ce mode d'aide unilatéral est devenu obsolète. Au Sud, des organisations se sont créées et des compétences développées. Désormais, le Secours Catholique-Caritas

france ne fait plus "à la place de", mais soutient financièrement et accompagne l'action de partenaires locaux dans un souci d'échange et de complémentarité. Ces partenariats multi-acteurs (avec des associations locales, des universités, etc.) sont probablement l'avenir de l'humanitaire.

Impliquer les bénéficiaires eux-mêmes dans leur propre résilience est aujourd'hui la priorité. Il ne suffit pas d'aider matériellement les populations, il faut aussi leur permettre de retrouver dignité et autonomie. Or, par le seul mode distributif, elles risquent de se percevoir comme inutiles et assistées. Il est donc nécessaire d'agir avec elles, en renforçant leurs capacités mais aussi en s'appuyant sur

leurs propres compétences et les ressources locales. C'est ce dont témoigne cette photo prise à Haïti, à la suite du séisme de 2010. Avec l'aide de la Papda, une plateforme d'associations locales, un regroupement de paysans a fait appel au Secours Catholique et à l'ONG Craterre afin de reconstruire des habitations détruites. Des formations ont été dispensées pour que les habitants construisent eux-mêmes leur maison résistante aux séismes. Les bénéficiaires ont participé, en fonction de leurs possibilités, à l'acquisition de matériaux et au paiement de la main-d'œuvre supplémentaire. Cela a permis de faire réémerger des savoir-faire locaux anciens, offrant une meilleure protection contre les risques sismiques.

Depuis quelques années, le Secours Catholique s'investit en amont dans des programmes de réduction des risques de catastrophes en coopération avec ses partenaires locaux d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique, afin de réduire l'impact des catastrophes lorsqu'elles surviennent. ■



### messages

du Secours Catholique-Caritas France

Mensuel du Secours Catholique-Caritas France : 106, rue du Bac 75341 Paris cedex 07 • Tél : 01 45 49 73 00 • Fax : 01 45 49 94 50 • Présidente et directrice de la publication : Véronique Fayet • Directrice de la communication : Agnès Dutour • Rédacteur en chef : Emmanuel Maistre (7576) • Rédacteur en chef adjoint : Jacques Duffaut (7385) • Rédacteurs : Benjamin Sèze (5239) • Cécile Leclerc-Laurent (75 34) • Yves Casalis (7339) • Clarisse Briot • Secrétaire de rédaction : Marie-Hélène Content

(Éditions locales - 7320) • Rédactrice en chef adjointe technique : Katherine Nagels (7476) • Rédacteurs-graphistes : Guillaume Seyral (7414) • Véronique Baudoin (5200) • Responsable photos : Elodie Perriot (7583) • Imprimerie : Imae Graphic © Messages du Secours Catholique-Caritas France, reproduction des textes, des photos et des dessins interdite, sauf accord de la rédaction. Le présent numéro a été tiré à 487 149 exemplaires • Dépôt légal : n°319700 • Numéro de commission paritaire : 1117 H 82430 / Édité par le Secours Catholique-Caritas France. Encarts jetés : cette publication comporte des pages spéciales destinées aux lecteurs des Yvelines ainsi qu'une lettre d'accompagnement et une enveloppe retour. Les lecteurs d'Alsace recevront un bon de générosité et une enveloppe retour.

CONTACTEZ-NOUS

@ messages@secours-catholique.org

f facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france

twitter.com/caritasFrance

## ÉDITORIAL 03

## SOCIÉTÉ

## PAUVRETÉ

Les inégalités s'enracinent 04

## INTERNATIONAL

## TCHAD

Réduire les clivages 05

## EN ACTION(S)

## IRAK

Formés à Beyrouth, ils s'engagent à Bagdad 07

## PRISON

Une fenêtre sur l'extérieur 08

## FRATERNITÉ

"70 ans" au fil de l'eau 10

## RENCONTRE

## JEAN-MARC BIKOKO

Le combat dans l'âme 12

## DÉCRYPTAGE

## POUVOIRS PUBLICS / ASSOCIATIONS

Unis contre la précarité 14

## VOTRE SOLIDARITÉ

Coups de pouce 20

Le saviez-vous ? 21

## PAROLE &amp; SPIRITUALITÉ

« On a le droit d'être triste » 22

Parole de l'aumônier général 22

## ACTION &amp; ENGAGEMENT

## MONIQUE RUTARD

Changer d'univers 23

## Photos de couverture :

Jean-luc Perreard et Elodie Perriot / Secours Catholique-Caritas France

« Nous avons besoin  
des uns des autres »

E. PERRIOT / SC-CF

Ayant eu la chance d'être une élue locale durant vingt-cinq ans, je sais à quel point les collaborations locales sont riches et fructueuses. J'ai même acquis la conviction que les collectivités locales ne peuvent remplir leur mission sans le concours des acteurs de terrain ; et réciproquement, que les associations ne peuvent réellement s'attaquer aux causes de la pauvreté sans dialoguer avec les institutions.

Sur le plan de la solidarité, les associations sont les meilleurs qui peuvent alerter sur les dénis de droit, sur les dysfonctionnements administratifs, sur les difficultés

concrètes d'accès au logement et sur la détresse de personnes très isolées.

Leur capacité à accompagner et soutenir la prise de parole de ceux qui vivent la pauvreté est irremplaçable. À partir de l'expérience des plus fragiles, elles peuvent aider les collectivités locales à construire des réponses vraiment adaptées. Cette médiation associative peut et doit garantir

l'émergence d'une parole libre dans le débat public, la parole de ceux que l'on n'entend jamais.

Les associations, dans leur grande diversité – sportives, culturelles, sociales... – sont aussi des lieux où la fraternité peut se vivre naturellement ; des lieux où celui qui se sent souvent exclu trouvera une oreille attentive pour l'écouter sans jugement mais aussi une place, une responsabilité à prendre à la mesure de ses capacités. Tous les maires souhaitent des villes fraternelles ! Ils proposent, innovent, soutiennent de mille manières les initiatives citoyennes, mais la fraternité ne peut prendre corps que par la mobilisation des associations et groupes d'habitants. Nous le vérifions chaque jour au Secours Catholique, dans les "cafés de l'amitié", les groupes conviviaux, les lieux d'entraide, les accorderies, les accueils de jour, les "fraternités" des Épinettes... ou d'ailleurs.

Vous l'aurez compris, je suis convaincue que nous avons besoin les uns des autres pour faire germer plus de solidarité et de fraternité dans nos villes, nos villages, nos quartiers. Institutions, collectivités locales, CCAS, associations, nous sommes complémentaires. Chaque fois que sont réunis tous les acteurs d'un territoire, l'intelligence collective et la créativité sont au rendez-vous. Ces coalitions locales sont fécondes. Coalition ? Un terme un peu guerrier, peut-être ? Mais après tout, ne sommes-nous pas en guerre contre la misère et contre tous les égoïsmes ?

**Institutions, collectivités  
locales, CCAS,  
associations, nous sommes  
complémentaires.**

VÉRONIQUE FAYET,

PRÉSIDENTE NATIONALE DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE



Ce produit est imprimé  
par une usine certifiée  
ISO 14001 dans le  
respect des règles  
environnementales.



## PAUVRETÉ

# Les inégalités s'enracinent

Première région économique française, l'Île-de-France est aussi la plus inégalitaire. Les disparités s'accroissent et la pauvreté s'intensifie. Le rapport du Secours Catholique "La fracture territoriale" sonne l'alarme.



C. HARGOUES / S.C.-CF.

Le fossé se creuse en Île-de-France. Entre la Seine-Saint-Denis, département le plus pauvre, et les Hauts-de-Seine, département le plus riche, la fracture est consommée. L'écart entre les revenus moyens des deux départements dépasse 50 %. Une situation qui ne fait qu'empirer, observe le Secours Catholique dans son analyse croisée sur les inégalités en Île-de-France "La fracture territoriale", parue le 11 avril. « La tendance mesurée au cours des dix dernières années révèle un accroissement de ces disparités,

Retrouvez le rapport "La fracture territoriale" sur [urlz.fr/3zC5](http://urlz.fr/3zC5)

relève-t-il. Les départements les moins favorisés d'Île-de-France deviennent encore plus pauvres. Les communes les plus pauvres de chaque département voient leur situation se dégrader un peu plus chaque année. »

Le décrochage se constate sur tous les tableaux à la fois. « Les lieux de pauvreté s'enfoncent sur le plan économique mais aussi sociologique – avec une augmentation du nombre de familles monoparentales – ainsi qu'au niveau de l'accès à l'éducation et à la santé », souligne Hervé du Souich, président de la délégation du Secours Catholique des Yvelines et co-auteur de l'étude.

En cause, principalement, le déséquilibre dans l'accès au logement très social, qui conduit les territoires les plus en difficulté à accueillir les familles les plus précaires. « On se cogne aux égoïsmes des communes qui se portent bien et ne souhaitent pas "abîmer" leur qualité de vie », déplore Hervé du Souich. Craignant une « rupture du tissu social », il réclame un plan ambitieux de construction de logements très sociaux, y compris dans les communes aisées et de façon diffuse dans leurs quartiers, afin de reconquérir mixité sociale et vivre-ensemble.

CLARISSE BRIOT

**Je garde les enfants d'une famille qui habite à Paris et moi, j'habite à Melun. J'ai trois heures de transport tous les jours et souvent, ma patronne rentre tard. Alors j'arrive chez moi à 10 heures du soir et je remets ça le lendemain. J'aurais bien voulu loger plus près, mais avec le prix des loyers, je n'ai rien trouvé.**

Témoignage d'Aïssa, assistante maternelle

Pour le Secours Catholique, l'offre locative sociale doit être mieux répartie sur l'ensemble de la région. Les communes soumises à la Loi solidarité et renouvellement urbain (SRU) doivent accentuer leur effort de développement des logements sociaux et ne pas se cantonner au logement social haut de gamme. Des incitations et/ou des pénalités financières plus élevées doivent être mises en place.



## RAPPORT

### Réunir des données éparses

Les auteurs du rapport sur "la fracture territoriale" sont partis du constat des 9 000 bénévoles du Secours Catholique présents en Île-de-France, selon lequel les lieux de pauvreté semblaient décrocher de plus en plus. Afin d'objectiver ce retour de terrain et, surtout, de mesurer l'évolution de la situation, ils ont rassemblé des données disponibles mais éclatées, sur les dix dernières années : des statistiques de l'Insee, de différents observatoires, des rapports de l'Agence régionale de santé, de l'Éducation nationale... Leur objectif : obtenir une photographie complète et dynamique de la situation.

## LE CHIFFRE DU MOIS

# 1,8 million

C'est le nombre d'habitants d'Île-de-France (soit 15 % de la population francilienne, qui s'élève à 12 millions) disposant de moins de 990 euros par mois par unité de consommation. La moitié d'entre eux vivent même avec moins de 750 euros.

↑ En hausse

# 24,3 %

C'est le taux de pauvreté des enfants franciliens au niveau régional en 2013 (contre 22 % quatre ans auparavant), soit une progression de 2,3 points par rapport à 2009. Fin 2013, la pauvreté frappe donc en Île-de-France près d'un enfant sur quatre. Les départements de Seine-Saint-Denis, du Val-d'Oise, de l'Essonne et de Seine-et-Marne enregistrent une hausse supérieure à celle constatée au niveau régional.



## TCHAD

## Réduire les clivages

Climat politique tendu, espaces d'expression restreints, cherté de la vie, chômage, murs communautaires... Malgré la situation, des milliers de jeunes Tchadiens ont choisi leur combat : le dépassement des clivages religieux auxquels ils sont confrontés.



A. BUNGEROUTH/ACTCARTAS

La réélection sans surprise, le 10 avril, d'Idriss Déby à la tête de l'État, après vingt-six ans de pouvoir, a aggravé la frustration ressentie par la population. Car une question est sur toutes les lèvres alors que l'or noir s'épuise : comment a-t-on utilisé la manne pétrolière ? Elle a servi à des projets prestigieux, comme l'aménagement de la place de la Nation à N'Djamena, à l'achat d'armes et, ici et

« Les jeunes se regroupent souvent par appartenance religieuse. »

là, « à financer l'accès à des services de base, mais sans veiller à leur pérennité et sans vision globale », affirme Aude Hadley, du pôle Afrique au Secours Catholique-Caritas France.

À ce ressentiment général s'ajoute « la méfiance entre musulmans et chrétiens », souligne le Comité de suivi de l'appel à la paix et à la réconciliation, partenaire du Secours Catholique. « Les jeunes se regroupent souvent par appartenance religieuse. » L'un d'entre eux raconte : « Mon père a failli me renvoyer de la maison parce que je voyais des personnes d'une autre religion ! »

Face aux préjugés, les jeunes réagissent et des milliers d'entre eux se mobilisent avec le Comité pour améliorer la cohésion sociale : médiation en cas de conflits, émissions de radio éducatives, "caravanes de paix" dans des facultés, mais aussi journées de nettoyage des lieux publics auxquelles, précise le Comité, « participent tous les jeunes des villages ».

YVES CASALIS

## LIBAN

## Les réfugiés exploités



D.R.

Hombeline Dulière, coordonnatrice du Secours Catholique pour les urgences au Moyen-Orient, vit à Beyrouth.

### Quelle est la situation des 1,5 million de réfugiés syriens ?

D'après le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR), en 2015, 89 % des familles étaient endettées et autant souffraient de pénurie alimentaire. Depuis le début du conflit syrien en 2011, les Libanais et les Syriens pauvres ont augmenté de...110 % !

### Selon le Centre des migrants, soutenu en 2013 par le Secours Catholique-Caritas France, « de nombreux réfugiés risquent d'être exploités ».

61 % des Syriens seraient en situation irrégulière ; les risques qu'ils courent en sont accrus : des femmes sont obligées de se prostituer, des enfants de travailler dans les rues... Des parents veulent protéger leurs filles et/ou obtenir de l'argent en les mariant à des Libanais ou à des étrangers.

### Quelle aide apporte le Centre ?

Il conseille et assiste juridiquement les réfugiés pour le renouvellement des permis de séjour, représente les femmes victimes de violences devant les tribunaux et agit en matière de droit de la famille.

**Propos recueillis par Yves Casalis**

### ALERTE

### Le camp-prison de l'île grecque de Lesbos

Près de 500 000 réfugiés et migrants sont passés en 2015 par l'île de Lesbos, proche de la Turquie. Depuis l'accord conclu le 18 mars dernier entre l'Union européenne et Ankara - accord dénoncé par le Secours Catholique et Caritas Europa -, la Grèce a commencé à renvoyer un certain nombre d'entre eux vers Ankara. Le principal camp d'accueil de l'île est désormais un « centre fermé », précisent les autorités. « Cela signifie, déplore Maristella Tsamatropoulou, de la Caritas grecque, que des centaines de familles ne peuvent pas en sortir ! »

## « Un vrai temps de fête » à Saintes

Le 14 mai marquait l'épilogue mais aussi le point d'orgue des festivités du 70<sup>e</sup> anniversaire en Charente-Maritime. 300 personnes, munies d'un bâton de pèlerin fabriqué par une entreprise adaptée du Limousin, ont participé à cette journée de marches et de fraternité organisée à Saintes. « Ça a été un feu d'artifice d'animations et d'échanges », témoigne Jean Chalié, responsable du Secours Catholique de Charente-Maritime. « Ces rencontres ont été vécues avec nos nombreux partenaires ainsi que les personnes accueillies, qui ont été très présentes. Ce fut un vrai temps de fête. »

C. HARGOUËS / S.C.-CF



### PAROLE DE SAMUEL PRIEUR, DÉLÉGUÉ DU NORD-PAS-DE-CALAIS

« Q uand nous avons engagé la réflexion pour le 70<sup>e</sup> anniversaire, nous nous sommes dit qu'il fallait aller frapper aux portes. Cet anniversaire ne devait pas se célébrer dans une sorte d'autosatisfaction et un entre-soi mais, au contraire, être l'occasion d'aller vers les autres, ce que l'on fait encore trop rarement. Il s'agissait d'interpeller des personnes, des partenaires, des associations que nous n'aurions pas l'idée d'aller voir autrement. Et plutôt que de nous lancer dans de grandes marches, nous avons choisi une démarche qui soit visible, avec un outil que l'on promène : des charrettes de jardin. Ces petites charrettes, une par territoire, sont des témoins que les équipes se passent, dans une sorte de relais. Elles sont le support d'un objectif : vivre des rencontres. Chaque territoire s'est approprié sa charrette.

À Lens, un terrier y a été reproduit. À Arras, c'est la grande place de la ville que transporte l'engin. Une charrette a également été confiée aux jeunes de l'association Culture



et liberté pour qu'ils la customisent. Les charrettes disposent d'un kit de convivialité, d'un questionnaire pour susciter la parole autour de la fraternité et d'un appareil photo que bénévoles et accueillis utilisent pour filmer certaines de leurs rencontres : sur des marchés, des événements locaux (24 Heures de la solidarité, marché aux fleurs...). Dans le Boulonnais, une charrette est allée au-devant d'une associa-

### Cet anniversaire se devait d'être l'occasion d'aller vers les autres.

tion s'occupant d'enfants handicapés, puis elle s'est rendue dans un couvent de sœurs clarisses... Au final, une quarantaine de rencontres ont eu lieu et un montage de ces témoignages a été réalisé. »

Propos recueillis par Clarisse Briot

#### + D'INFO

pasdecalais.  
secours-catholique.  
org

### INITIATIVE

#### Un bout de chemin hors les murs

La marche-relais qui s'est déroulée à la Réunion pour le 70<sup>e</sup> anniversaire du Secours Catholique a permis à deux personnes détenues de se joindre au cortège et de vivre une parenthèse de fraternité hors les murs. Jean et Philippe, incarcérés au centre de détention du Port, ont été autorisés à rejoindre la trentaine de marcheurs au départ de Saint-Paul. Tous ont parcouru à pied la dizaine de kilomètres les séparant de la prison du Port. Puis le groupe a pu s'installer dans l'enceinte de l'établissement pénitentiaire pour un repas partagé et un temps d'échanges. « Un moment exceptionnel et émouvant qui nous a tous interpellés », selon Germaine Bourdais, responsable du Secours Catholique réunionnais.

C.B.

## VU SUR PLACE EN IRAK

## Formés à Beyrouth, ils s'engagent à Bagdad

**A** Bagdad, Caritas soutient des milliers de déplacés internes et de personnes en difficulté dont une partie vivent dans des camps. La Caritas Moyen-Orient/Afrique du Nord a formé de jeunes bénévoles libanais, syriens et irakiens lors d'une session à Beyrouth en août 2015, afin qu'ils s'investissent avec plus d'efficacité dans leurs organisations respectives. Ils ont réfléchi aux défis qu'affrontent leurs sociétés : clivages communautaires, pistes de dialogue à ouvrir, par exemple, entre chiites, sunnites, chrétiens...

Cette formation, partiellement financée depuis 2008 à l'échelle du pays (200 personnes mobilisées) par le Secours Catholique, connaît un réel impact. À Bagdad, les six jeunes Irakiens formés utilisent leurs nouvelles compétences (en particulier en leadership) et les transmettent à des dizaines d'autres volontaires.

Dans la capitale irakienne, Alexandre Daval, du Secours Catholique, a vu des jeunes à l'œuvre dans des camps, « après de sunnites, chiites



KIM POZNIAK/CATHOLIC RELIEF SERVICES

et catholiques. Ils fournissent une aide alimentaire aux déplacés internes comme à la population locale, visitent des personnes âgées, s'occupent de la logistique, de la communication, animent des rencontres sportives, des temps festifs... » La formation citoyenne organisée à leur intention va se poursuivre pour étoffer leurs compétences, aiguïser leur sens de la solidarité et, à terme, faire de ces jeunes des agents de réconciliation. ■

**Yves Casalis**

**Ils fournissent une aide alimentaire aux déplacés internes comme à la population locale, visitent des personnes âgées...**

## A SUIVRE

## Marie, lien contre les intolérances

**B**ernard Thibaut, secrétaire général du Secours Catholique-Caritas France, a participé le 2 avril à Longpont (Essonne) au rassemblement "Chrétiens et musulmans, ensemble avec Marie" aux côtés, entre autres personnalités, d'Anouar Kbibech, président du Conseil français du culte musulman. Le projet, parrainé notamment par Dalil Boubakeur, recteur de la grande mosquée de Paris, et Véronique Fayet, présidente nationale du Secours Catholique, vise à s'unir autour de Marie, modèle de foi en Dieu pour les adeptes des deux religions, et femme vertueuse par excellence dans le Coran.

Par l'organisation de rencontres et de rassemblements, cette démarche marquée

par la considération mutuelle a pour objectif l'acceptation de la diversité religieuse et la lutte contre les intolérances. À l'image de celle qui a été lancée à Nîmes par un collectif auquel le Secours Catholique local contribue : le 26 mai, un débat a réuni une catholique, une protestante et une musulmane pour échanger avec le public sur la place des femmes dans les religions.

**Yves Casalis**

### + POUR ALLER PLUS LOIN

[ensembleavecmarie.org](http://ensembleavecmarie.org)

**Contact Secours Catholique :** dept. animationspirituelle@secours-catholique.org

## REIMS

## Priorité santé

Au centre-ville de Reims, le Secours Catholique propose depuis quinze ans un service de santé. Du lundi au vendredi, 7 médecins et 3 infirmières se relaient pour accueillir ceux qui souffrent et ne savent où ni qui consulter. Parmi ces bénévoles professionnels de santé en retraite, un pédiatre examine les enfants, rassure ou alerte les mamans. À l'exilé qui ne connaît pas les "circuits" de soins, ils prennent le temps de donner les explications nécessaires, de le mettre en lien avec leurs anciens confrères, quitte parfois à le conduire jusqu'à leur cabinet.

## INTERRELIGIEUX

## Agir ensemble

Huit adultes et enfants de l'association culturelle des musulmans de Vélizy se sont associés à la collecte alimentaire annuelle de l'équipe du Secours Catholique de Vélizy, dans les Yvelines. Depuis dix-huit mois, des bénévoles de ces deux associations, en lien avec les paroissiens, militent ensemble pour un rapprochement interreligieux. Les tragiques événements de 2015 ont amené la réalisation de ce souhait. Mais au-delà de la réflexion et de la découverte de "l'autre" dans la plus grande bienveillance, les 12 membres de ce groupe cherchent à agir ensemble pour le bien de la collectivité.

## JORDANIE

## 18 000 réfugiés et autochtones soignés

Face aux difficultés des réfugiés et, parfois, de leurs hôtes pour se soigner, Caritas Jordanie en partenariat avec le Secours Catholique se mobilise auprès de 18 000 Syriens, Irakiens et Jordaniens : elle offre ainsi des soins de santé primaires avec prescription de médicaments, prise en charge plus poussée de patients incluant des actes chirurgicaux urgents, suivi d'enfants malades et de femmes enceintes par des spécialistes ou encore aide psychologique.

### PRISON

# Une fenêtre sur l'extérieur

Permettre à la parole de se libérer, à l'esprit de vagabonder, aux idées noires de s'éloigner, c'est l'objectif d'ateliers organisés en prison par le Secours Catholique-Caritas France. Reportage au quartier des femmes de la maison d'arrêt d'Amiens.

#### + À LIRE

**La vie après la peine**, de Serge Portelli et Marine Chanel, Grasset, 2014.

#### 👁️ À VOIR

**"À l'ombre de la République"**, un documentaire de Stéphane Mercurio, 2012.

**C'**est une pièce exiguë avec deux tables accolées, entourées de chaises en plastique. Les fenêtres sont munies de barreaux et la porte métallique verrouillée d'un tour de clef après chaque entrée ou sortie. Impossible d'oublier l'enfermement. C'est ici, au cœur de la maison d'arrêt d'Amiens, que Claudine et Marie-Louise, bénévoles au Secours Catholique, animent presque toutes les semaines, durant deux heures, un groupe de parole pour les femmes détenues. Elles sont onze, ce mardi matin, à avoir

quitté leur cellule. Assises autour des tables, certaines dessinent ou colorient, les autres tressent des bracelets en élastiques. « Ça nous occupe l'esprit, c'est apaisant, explique Brigitte (1). Et puis, du coup, on fait des cadeaux à nos familles quand on les voit au parloir. » Pour celles qui n'ont guère envie de parler, « ça leur permet de rentrer dans leur bulle ». Sujet du jour : le sommeil. Léger, agité, profond, très profond... Marie-Louise, puéricultrice à la retraite, décrit les différentes phases que

traverse le dormeur. « Sommeil agité, moi c'est ça que j'ai », pense Nadia. « Moi, bizarrement, je dors mieux ici que dehors, constate Sandrine. Je suis mieux réglée. » Pour Brigitte, c'est l'inverse : « Ici je n'arrive pas à dormir. Je suis stressée. » Cliquetis de trousseaux de clefs, ronflements, télévision allumée dans la cellule d'à côté... « Je me réveille au moindre bruit », dit-elle.

Presque toutes prennent des médicaments, parfois sans trop savoir ce qu'on leur donne. « J'ai appris ce matin qu'au lieu de somnifères, on me filait des anxiolytiques, raconte Valérie. Alors que je demande juste deux cachets pour dormir la nuit. »

On en vient rapidement à parler des difficultés du quotidien : les journées, longues, qui passent et se ressemblent, le sentiment d'infantilisation, l'appréhension d'une sortie "sèche", sans préparation ni accompagnement, la solitude et l'ennui qui plombent le moral, le manque d'occupation qui empêche de se changer les idées et d'évacuer le stress.

Le plus rude, ce sont les week-ends et les vacances, quand les activités sont suspendues. Les sorties de cellule sont alors limitées aux promenades : une heure le matin, une heure et demie l'après-midi.

#### Est-ce que vous irez au ciné ?

Les ateliers représentent pour ces femmes détenues de rares occasions de rompre l'isolement. « On se retrouve, on discute, on fait des choses ensemble », apprécie Sephora. « Au début de chaque séance, on parle un peu de tout et de rien, relate Marie-Louise. Elles nous parlent de leurs enfants, de leurs familles, de la manière dont s'est passé le parloir. Elles nous interrogent aussi sur nos propres enfants, sur ce qu'on va faire le week-end. "Qu'est-ce que vous allez manger ?" "Est-ce que vous irez au ciné ?" "Qu'est-ce que vous allez voir comme film ?" C'est un échange. On apprend beaucoup d'elles. » Ce que Nadia aime chez les deux bénévoles, c'est « leur sourire et le fait qu'on peut parler de plein de choses... Et puis... elles sentent bon. C'est un peu notre fenêtre sur l'extérieur. »

Et les surveillantes ? « C'est différent, ■■■



Les ateliers représentent pour ces femmes détenues de rares occasions de rompre l'isolement.

**VU D'AILLEURS** CORNELIUS WICHMANN, CARITAS ALLEMAGNE

## « Aider à organiser l'après »



DIR.

**O**n se doit de soutenir les personnes détenues, pour les aider à garder confiance et afin qu'elles utilisent leur temps à préparer leur réinsertion.

Nous avons à Caritas Allemagne environ 300 travailleurs sociaux présents dans 100 maisons d'arrêt du territoire allemand. Ils aident à organiser "l'après", en cherchant avec les personnes détenues un

**À Caritas Allemagne, environ 300 travailleurs sociaux sont présents dans 100 maisons d'arrêt.**

appartement, un emploi, et en les mettant en contact avec d'autres associations si besoin.

Certains de ces travailleurs sociaux proposent des groupes de réflexion sur des thèmes divers, dont la violence. La visée est thérapeutique : on travaille avec les personnes détenues sur elles-mêmes.

De nombreux bénévoles proposent également des temps de loisir comme du sport, des groupes de discussion ou des ateliers créatifs. Ils sont un pont avec le monde extérieur, en particulier pour les personnes détenues qui n'ont plus de contact avec leur famille.

Très souvent, ces familles ont un sentiment de honte, elles ont peur

que leur entourage apprenne que l'un de leurs proches est en détention. On leur propose des temps d'écoute pour les aider à exprimer leur ressenti.

Nous veillons notamment à accompagner les enfants. Des mamans nous confient qu'elles ont peur de leur dire la vérité : si les enfants

sont assez grands, on leur conseille de la leur dire, tout simplement, pour éviter qu'ils ne l'apprennent d'une autre manière.

**Les bénévoles sont un pont avec l'extérieur.**

Aux personnes qui habitent loin ou qui ont peur de se confier, une aide en ligne sur Internet est proposée. Ce "chat" est anonyme et permet aux familles de s'exprimer librement. ■

**Propos recueillis par Cécile Leclerc-Laurent**

explique Sandrine. *Globalement, on a de bonnes relations avec elles. Mais elles vivent avec nous : elles dorment avec nous, elles mangent avec nous, elles lisent notre courrier, elles savent presque tout de nous. Avec Claudine et Marie-Louise, c'est plus facile de se confier car on peut ne pas tout dire, garder notre jardin secret. Elles ne nous demandent pas pourquoi on est là.* »

« C'est mieux comme cela », estime Marie-Louise. Ne pas savoir permet de voir la personne plutôt que l'acte. « Nous ne sommes pas tentées de juger. »

Claudine avoue avoir eu « un peu peur » quand elle a su que les ateliers se déroulaient dans l'enceinte même de la maison d'arrêt. Elle ne regrette pas aujourd'hui d'avoir découvert, dit-elle, un monde qu'elle ne soupçonnait pas. Un lieu peuplé de femmes qui « finalement ressemblent à tout le monde ». ■

**Benjamin Sèze**

1. Les prénoms des détenues ont été changés.

### VITE LU

#### L'ACTION des 2 000 bénévoles du Secours Catholique engagés sur la thématique prison



## FRATERNITÉ

# “70 ans” au fil de l’eau

En Bretagne, le 70<sup>e</sup> anniversaire du Secours-Catholique se fête forcément... sur l’eau ! Des équipes locales ont pu naviguer sur les canaux, à bord de la péniche solidaire La *Bienveillante*. Un moment de fraternité partagé au rythme des écluses.

REPORTAGE CLARISSE BRIOT

**L**e soleil fait jouer ses reflets sur le ruban lisse du canal d’Ille-et-Rance, au nord de Rennes. La *Bienveillante*, toute pimpante avec sa coque bleue, attend son tour à la première écluse. À son bord, des membres du Secours Catholique de Saint-Aubin-d’Aubigné, Betton et Melesse, communes environnantes. Tous goûtent le privilège de naviguer sur cette péniche mise à l’eau en mars dernier après avoir été construite par un chantier solidaire soutenu par le Secours Catholique (voir Éclairage). « *J’avais hâte ! Ça faisait six mois que j’y pensais !* » s’enthousiasme Magalie. Cette mère seule a tenu à passer la nuit à bord. « *J’avais apporté de quoi*

*dîner avec l’équipage et de la brioche pour le petit-déj’* », raconte-t-elle, enchantée de cette première. « *Nous avons passé une très belle soirée à échanger. Au réveil, avec le soleil, c’était magnifique !* »

À 4 km/h, le paysage verdoyant se laisse admirer. Mais pour l’équipage, la balade est sportive. Les écluses se succèdent. Il faut amarrer le bateau, patienter puis manœuvrer au plus juste entre les parois de l’écluse. C’est Georges, le chef de chantier de la péniche et désormais capitaine, qui dirige les opérations. À la barre, Élodie, qui a participé à la mise en peinture du bateau et passé depuis son permis “eaux intérieures”, effectue son

**Délégation de l’Ille-et-Vilaine**  
 10 rue Louis-Guilloux - CS 61139  
 35011 Rennes  
 Tél. : 02 99 54 11 01  
 illeetvilaine@secours-catholique.org  
 illeetvilaine.secours-catholique.org

---

**Nombre d’équipes locales :** 41  
**Nombre de bénévoles :** 1 150  
**Nombre de lieux d’accueil :** 36  
**Nombre de situations rencontrées :** 11 739  
**Nombre de groupes conviviaux :** 20

**+ D’INFO**  
 peniche35.free.fr

premier périple sur les canaux. « *On pense que conduire une péniche c’est “pépère”, mais pas du tout ! témoigne la jeune femme. Cela demande une attention de tous les instants !* »

### Le temps suspendu

Dans la cabine, un trio se concentre autour d’une grille de mots mêlés. Jalal est arrivé du Kurdistan irakien il y a plus de dix ans. Il vient de terminer ses études de comptabilité et cherche du travail. Surya, sa compagne et Hafedh, son cousin, l’ont rejoint il y a un an seulement. Ayant obtenu le statut de réfugiés, ils vivent dans une maison mise à leur disposition et fréquentent les cours de français dispensés par le Secours Catholique. « *Ils ne sont jamais montés sur un bateau, c’était l’occasion* », déclare Jalal, qui se fait leur interprète. « *Nous passons un bon moment et nous rencontrons de nouvelles personnes. Ça change des journées à ne rien faire dans la maison ou des rendez-vous administratifs...* » Après un pique-nique sur les berges, Jalal et Hafedh doivent justement quitter la péniche pour se rendre à Pôle emploi. La parenthèse aura été courte pour eux, même si, au rythme du bateau, le temps semble comme suspendu. « *C’était une belle façon d’amorcer le 70<sup>e</sup> anniversaire !* » résume Annie, responsable d’un des groupes conviviaux, tandis que la dernière écluse approche. ■

**+ ÉCLAIRAGE** EMMANUELLE HÉRIN,  
 DÉLÉGUÉE DU SECOURS CATHOLIQUE D’ILLE-ET-VILAINE

## « Se mettre au rythme de chacun »



**L**a construction de la *Bienveillante*, menée par l’association “La Péniche de Saint-Malo”, a démarré en mars 2013 grâce au soutien du Secours Catholique et des délégations d’Ille-et-Vilaine et

du Maine-et-Loire. Cette aventure nous a séduits dès le départ : il fallait oser construire un bateau avec des personnes en situation de précarité ou de fragilité ! Et ce qui est intéressant, c’est que ce partenariat va se poursuivre. Le Secours Catholique va disposer de la péniche plusieurs semaines chaque année et ce pendant plusieurs années. Nous formons le projet d’y organiser

des petits séjours collectifs, conçus avec les personnes accueillies. La péniche ne pouvant recevoir que de petits groupes, cela permettra d’accompagner les personnes au plus près et d’expérimenter ainsi une forme participative de séjour.

En attendant, la *Bienveillante* était, ce printemps, l’outil idéal pour fêter le 70<sup>e</sup> anniversaire. Elle traverse tout le département et véhicule une symbolique forte du projet de compagnonnage que l’on souhaite vivre : prendre le temps, se mettre au rythme de chacun, faire des pauses quand on en a besoin. Elle permet aussi de faire connaître notre volonté de nous entourer de partenaires et de tisser des réseaux de solidarité pour lutter contre la pauvreté. »

**Propos recueillis par C.B.**



## En action(s)

Partie de Saint-Malo, La *Bienveillante* **1** accueille à son bord des membres du Secours Catholique pour une journée de balade et de fraternité **2** et **4**. À la barre, Élodie **3**, qui a participé au chantier solidaire de construction du bateau. Ce périple sur l'eau est l'occasion de fêter le 70<sup>e</sup> anniversaire du Secours Catholique **5**. Un moment que Magalie et Anne ont voulu vivre pleinement en passant une nuit à bord **6**.

PHOTOS : GAËL KERBAOL / S.C.-C.F.



## Rencontre

JEAN-MARC BIKOKO

# Le combat dans l'âme

Membre fondateur de Dynamique citoyenne, partenaire du Secours Catholique, Jean-Marc Bikoko a décidé de lancer, en collaboration avec d'autres acteurs de la société civile, la campagne "Tournons la page" pour le respect de la démocratie au Cameroun.

PAR CÉCILE LECLERC-LAURENT PHOTOS : ELODIE PERRIOT / S.C.-C.F.

**Y**aoundé, la capitale camerounaise. 15 septembre 2015. Jean-Marc Bikoko et plusieurs autres membres de Dynamique citoyenne se font interpellés alors qu'ils organisent un atelier de lancement de la campagne "Tournons la page", soutenue par le Secours Catholique. Celle-ci vise à dénoncer les gouvernants africains qui s'accrochent au pouvoir. Ce n'est pas la première fois que Jean-Marc Bikoko, leader syndical, passe des nuits en cellule. Il est vite relâché avant d'être inculpé pour manifestation illégale et rébellion simple. L'affaire est pendante devant le tribunal de première instance de Yaoundé.

Car au pays de Paul Biya, la démocratie n'existe que sur le papier : « *Il faut déclarer les manifestations et quand elles ne conviennent pas au pouvoir, celui-ci les interdit. Alors que les marches pour la gloire du Prince n'ont besoin d'aucune autorisation ! Le Cameroun est une dictature déguisée* », s'insurge Jean-Marc Bikoko. Au pouvoir depuis 1982, Paul Biya a fait sauter en 2008 le verrou constitutionnel que représentait la limitation des mandats. En toute logique, il devrait se représenter à la prochaine élection prévue en 2018. Pour le leader de Dynamique citoyenne, il faut un changement de régime : « *Le système est assis sur une*

*gouvernance chaotique gangrenée par la corruption et les détournements de fonds. Rien n'est respecté et le système électoral est contrôlé par le parti au pouvoir. Il a un logiciel de résultats des élections qui lui garantit d'office près de 80 % des voix. Et pendant ce temps, la population connaît des coupures d'eau et d'électricité. Le peuple et ses gouvernants vivent sur deux planètes différentes.* » Avec 40 % de la population qui vit avec moins de 1 dollar par jour et une espérance de vie de 57 ans, le Cameroun fait partie des pays les plus pauvres du monde, malgré ses richesses naturelles (minières, agricoles...).

### BIOGRAPHIE

- 1957 :** naissance
- 1993 :** premières révoltes lors de la baisse des salaires
- 2000 :** président de la première confédération des syndicats de la fonction publique
- 2005 :** membre fondateur de Dynamique citoyenne
- 2015 :** arrestation lors du lancement de la campagne "Tournons la page"

### « Vaincre ou mourir »

C'est bien cette indignation face à la misère sociale qui a poussé Jean-Marc Bikoko à la révolte. Il déclare avoir appris très tôt la logique de survie : « *J'ai perdu mon père à l'âge de 10 ans. Ma mère s'est battue pour faire de nous des hommes utiles dans la société. Elle vendait des beignets et de la bouillie au marché. Nous nous levions à 3 heures du matin pour l'aider avant d'aller à l'école.* » C'est dans ce contexte que Jean-Marc réussit à entrer au lycée, puis à l'université où il apprend le métier d'enseignant d'histoire-géographie. Mais en 1993, le Cameroun est frappé par une



## CE QUE JE CROIS

La seule force sur laquelle je m'appuie dans toutes les actions que j'entreprends, c'est Dieu. Il est la toute-puissance et je suis convaincu que nous avons tous un destin et que chacun ne meurt que le jour où il doit mourir. Tant que ma mission n'est pas terminée, je resterai en vie.

crise économique. Le régime de Paul Biya baisse les salaires de 70 %. Jean-Marc n'arrive plus à subvenir à ses besoins et s'engage dans l'action syndicale. Fin 1994, il est révoqué de la fonction publique, puis il est réintégré en 1995, mais muté aussitôt dans l'extrême-sud du pays, à la frontière avec la Guinée équatoriale. Il refuse de partir afin de poursuivre son action syndicale à Yaoundé et il est privé de salaire durant trois ans. « Là, je n'ai pas baissé les bras, car je devais vivre. Je me suis dit : "Vaincre ou mourir." Je me suis engagé dans un combat contre l'injustice. D'ailleurs, la corruption qui prédomine n'est que la résultante d'un contexte de précarité qui pousse les gens à bout. » Devenu président de la première confédération des syndicats de la fonction publique en 2000, Jean-Marc Bikoko estime qu'il faut améliorer les conditions de

vie de la population camerounaise. À titre d'exemple, il cite le coût élevé des frais universitaires qui prive d'études supérieures de nombreux jeunes Camerounais. Sur 10 000 bacheliers, seuls 2 000 poursuivent leurs études. Et sans éducation, pas de réflexion sur la nature du régime et pas de mobilisation. « La nature répressive et dictatoriale du régime fait qu'il faut être boosté et informé pour se décider à affronter le pouvoir. Aujourd'hui, les Camerounais ont intériorisé la peur et beaucoup préfèrent mourir dans la pauvreté plutôt que d'aller défendre leurs droits, explique Jean-Marc Bikoko. Moi, je dis qu'"un cadavre n'a plus peur du cercueil" : vaut mieux mourir dans une manifestation que mourir d'une maladie que je n'ai pas pu soigner à la maison. » D'où l'ambition de Dynamique citoyenne : aider les Camerounais à se départir de cette peur et les mobiliser pour demander

des comptes au régime. Depuis dix ans, le mouvement a notamment mis en place des groupes d'analyse et de contrôle du budget. Désormais, son cheval de bataille est la campagne "Tournons la page". Distribution de tracts, de tee-shirts, organisation de conférences : « L'idée est que ce slogan soit popularisé et adopté par la majorité des Camerounais d'ici la fin de l'année », annonce Jean-Marc. Croyant, le leader syndical reste optimiste : « La volonté de Dieu se fait sur la terre comme au ciel. Le régime en place au Cameroun n'en a plus pour longtemps, car la révolution est en train de se faire toute seule. L'énigme, c'est : sera-t-elle violente ou pacifique ? » ■

## + POUR ALLER PLUS LOIN

Fin janvier 2016, la coordination de "Tournons la page" et le Secours Catholique ont organisé au Burkina Faso une rencontre d'une cinquantaine d'acteurs africains de la société civile mobilisés sur les questions liées aux processus électoraux et au contrôle citoyen. Jean-Marc Bikoko y a représenté le Cameroun avec Dynamique citoyenne. À l'issue de cette semaine, les participants ont établi et signé la déclaration de Ouagadougou dans laquelle ils condamnent avec fermeté les "coups d'État constitutionnels" et réaffirment leur attachement à la démocratie, seul rempart contre la pauvreté.



## DÉCRYPTAGE

POUVOIRS PUBLICS / ASSOCIATIONS

# UNIS CONTRE LA PRÉCARITÉ

---

**INTERVIEW** 16  
PATRICK KANNER

---

**MUNICIPALITÉS** 17  
COOPÉRER POUR MIEUX DOMICILIER

---

**REPORTAGE** 18  
PARTENAIRES PARTICULIERS

---

La lutte engagée contre la pauvreté est pareille à l'hydre légendaire dont les multiples têtes repoussaient lorsqu'on les coupait : un inégal combat qui exige la réunion de toutes les bonnes volontés pour être gagné. Le Secours Catholique a depuis longtemps compris l'intérêt d'associer les politiques et les innovations capables d'alimenter son action en faveur des plus pauvres. Et d'apporter son soutien aux institutions, publiques ou privées, qui placent au cœur de leurs projets la dignité et la promotion humaines. Autant de partenariats "gagnant/gagnant".

## PARTENARIATS

# L'effet multiplicateur

Les partenariats que noue le Secours Catholique-Caritas France avec les forces vives de la société civile et les pouvoirs publics poursuivent deux objectifs : alléger le fardeau des personnes en précarité et combattre les causes de la pauvreté.

ENQUÊTE : JACQUES DUFFAUT / PHOTO : GAEL KERBAOL / S.C.-C.F.

**A**vec ses 67 500 bénévoles, ses 3 600 équipes locales, ses 76 délégations et ses centaines de milliers de donateurs, le Secours Catholique n'agit pas tout seul. Dans le combat engagé contre les pauvretés, le Secours Catholique aide et se fait aider. Cette coopération prend la forme de partenariats publics ou privés, nationaux ou locaux.

Pour l'État, le Secours Catholique est un partenaire privilégié qui dresse un état des lieux annuel de la pauvreté en France, et propose des solutions. Plusieurs ministères le consultent sur des sujets aussi sensibles que l'hébergement, les étrangers ou la prison...

Dialoguer avec les pouvoirs publics donne lieu à des coopérations. Associé à leur politique sociale, le Secours Catholique travaille, par exemple, avec l'Agence nationale des chèques vacances (ANCV) et les Caisses d'allocations familiales (Caf). « Cette année, nous serons aidés à hauteur de 465 000 euros pour permettre à plus de 4 000 personnes de prendre une ou deux semaines de vacances », explique Franck Dubois, responsable adjoint des Solidarités familiales au Secours Catholique.

## Pour les plus fragiles

Les Caf sont aussi partenaires de l'Association des Cités du Secours Catholique (ACSC). Ces 19 Cités « sont des prestataires de marché privé dont le service est subventionné », précise Dominique Manière, directeur général de l'ACSC. « L'État sous-traite ses obligations légales de prise en charge. » Ces subventions proviennent d'une vingtaine d'institutions publiques (Agences régionales de santé, conseils régionaux et départementaux, mairies...), complétées par le soutien d'une douzaine de grandes entreprises et de fondations.

Tous les partenariats ne sont pas financiers. La plupart se situent sur le terrain de la participation. Pas moins de 2 000 bénévoles du Secours Catholique, par exemple,

siègent dans des Centres communaux d'action sociale (CCAS), cellules municipales en charge des affaires sociales. « C'est un partenariat légal », explique Marc Potelon, directeur régional du Secours Catholique en Île-de-France. « C'est la loi qui l'impose. Certaines mairies s'en passeraient, car nous sommes la mouche du coche » (lire article p. 17).

Le partenariat passé entre certaines équipes d'urgence du Secours Catholique et la sécurité civile fonctionne, lui, sans anicroche. Il coordonne les secours aux victimes de catastrophes en partageant les informations et en se complétant.

C'est aussi le cas dans le domaine très réglementé de la prison, où « une convention partenariale a été passée avec le ministère de la Justice », explique Jean Caël, responsable Prison au Secours Catholique. « Elle nous permet d'apporter de nombreuses aides aux personnes détenues à l'intérieur ■■■

## + LE POINT DE VUE DE GÉRARD VINCENT

Gérard Vincent, conseiller municipal, vice-président du CCAS et délégué aux solidarités et à la vie associative de Biot (06).



Biot, 10 000 habitants, située au nord d'Antibes, est traversée par la Brague, rivière dont la crue a submergé un quart de la ville durant la nuit du 3 octobre 2015.

Les jours qui ont suivi la catastrophe ont été consacrés à déblayer et nettoyer les maisons. Dès que les habitants ont pu rentrer chez eux, le Secours Catholique a fait du porte-à-porte pour les rencontrer, les reconforter moralement et leur apporter éventuellement un soutien matériel.

## La collaboration est exemplaire.

Les actions se sont coordonnées de manière simple. La paroisse a prêté

un local dans le presbytère. Tout a été fait pour faciliter la circulation et l'installation des bénévoles à qui des plans de la ville ont été remis afin de les aider à se repérer. Pendant trois mois, ils ont circulé en binômes, effectuant au total plus de 300 visites et tenant informées les commissions d'attribution des aides mises sur pied par la mairie. Il s'agissait d'un travail difficile mené conjointement par les services sociaux et les organismes caritatifs. Il se poursuit encore, sept mois plus tard, la phase de réparation et de distribution n'étant pas terminée. La collaboration reste exemplaire.

Propos recueillis par Jacques Duffaut

■ ■ ■ des établissements pénitentiaires. Et en dehors, de soutenir les familles en attente de parloir, d'accueillir des permissionnaires, des personnes en aménagement de peine ou placées sous main de justice, comme celles condamnées à un travail d'intérêt général (TIG). »

## Pour l'emploi

Quant au chômage, source principale de précarité, le Secours Catholique tente toutes les expériences : depuis des structures telles que Tissons la solidarité, association d'insertion par la couture créée par le Secours Catholique et soutenue par une vingtaine d'entreprises et de fondations, jusqu'aux épiceries solidaires comme Episol, ou aux garages solidaires comme Solidarauto. Ces structures créent des emplois et forment des centaines de personnes en insertion. De plus, elles offrent à une clientèle économiquement faible les moyens de se nourrir correctement ou de se déplacer librement. Même logique dans le partenariat signé dernièrement entre le Secours Catholique et les Jardins de Cocagne, jardins d'insertion où se cultivent fruits et légumes biologiques pour en faire profiter les personnes à faibles revenus.

Cette myriade de partenariats ne serait souvent pas possible sans une action préalable de plaidoyer. Or « le plaidoyer constructif est basé sur la réalité des personnes », précise Marc Potelon, qui rappelle l'expertise du Secours Catholique dans ce domaine et son rôle dans les grandes avancées sociales que furent le RMI, à la fin des années 80, le Droit au logement opposable (Dalo), et plus récemment « les tarifs spéciaux obtenus auprès d'EDF, applicables automatiquement aux familles bénéficiant des minima sociaux ».

Enfin, le Secours Catholique fait partie de nombreux collectifs d'associations (Fnars, Uniopss, Collectif des associations unies pour le logement, Alerte...), un partenariat de poids pour plaider auprès des pouvoirs publics la cause des plus précaires. ■

## INTERVIEW PATRICK KANNER

# « L'État a besoin des associations »

Patrick Kanner, ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, répond aux questions du Secours Catholique sur le rôle des associations aux côtés des pouvoirs publics dans la France d'aujourd'hui.

### **Vous êtes élu du Nord, département touché par le chômage et la pauvreté. Comment percevez-vous l'action des associations ?**

Il y a aujourd'hui entre 43 000 et 45 000 associations dans mon département, animées par environ 450 000 bénévoles. Elles emploient 80 000 salariés. Des emplois précieux qui ne se délocalisent pas et qui représentent près de 12 % de l'emploi du secteur privé du département. Ces chiffres seuls suffisent à illustrer le dynamisme du tissu associatif dans le Nord et sa place déterminante dans la lutte contre le chômage.

### **L'État a-t-il besoin des associations ?**

Oui, l'État a besoin des associations. Dans notre pays, il y a un besoin, mais aussi une envie de faire des choses ensemble, des activités qui ne soient pas strictement économiques mais qui contribuent à donner du sens à nos existences. C'est ce que promeut la Charte des engagements réciproques, signée le 14 février 2014.

### **Les associations ne sont-elles pas trop peu associées aux stratégies des politiques locales et nationales ?**

C'est tout l'enjeu de la Charte des engagements réciproques et de ses déclinaisons. Partout, à tous les échelons territoriaux et dans tous les domaines de politiques publiques, des chartes adaptées au contexte et aux enjeux peuvent être signées, à l'initiative des acteurs concernés. Le secteur associatif ne doit pas hésiter à être moteur sur ce point.

### **Votre projet de loi Égalité et citoyenneté encourage l'engagement citoyen et prévoit une meilleure reconnaissance du bénévolat. Comment ?**

Notamment par la création d'une réserve citoyenne et d'un droit au congé pour engagement. La réserve citoyenne offre la possibilité d'effectuer des missions d'intérêt général lorsque des circonstances particulières ou des besoins exceptionnels surviennent. Ce congé non rémunéré sera ouvert à tout dirigeant bénévole d'une association d'intérêt général. Ainsi, le gouvernement ouvre un droit



H. HAMON / WAP/S

aux salariés : celui de consacrer du temps à leur engagement.

### **N'y a-t-il pas un risque que des bénévoles prennent la place de professionnels en recherche d'emploi ?**

Bénévolat et salariat ne peuvent se confondre ou se substituer l'un à l'autre. J'y suis particulièrement vigilant.

### **Les collectivités publiques et l'État ne risquent-ils pas de se défausser sur les associations ?**

Les associations sont des maillons indispensables pour tisser le lien social. Si elles peuvent le renforcer, en aucun cas elles ne peuvent se substituer à la puissance publique.

### **En quoi les partenariats pouvoirs publics/associations sont-ils gage de bonne gouvernance ?**

Les associations sont des vecteurs indéniables de citoyenneté et d'égalité. Leur développement et le renforcement de l'engagement citoyen sont donc fondamentaux. C'est dans ce contexte que le Premier ministre a annoncé un « new deal » avec le monde associatif lors du comité interministériel pour l'égalité et la citoyenneté du 6 mars 2015. Son objectif : transformer profondément les relations entre l'État et les associations, afin que la vitalité associative soit à la fois encouragée, facilitée et reconnue.

**Propos recueillis par Jacques Duffaut**

## MUNICIPALITÉS

# Coopérer pour mieux domicilier

La domiciliation est la porte d'entrée de l'accès aux droits. Pour mieux répondre aux besoins, des collaborations se développent entre équipes du Secours Catholique et Centres communaux d'action sociale (CCAS).

La domiciliation permet à toute personne sans domicile stable de disposer d'une adresse où recevoir son courrier. Indispensable pour faire valoir ses droits et accéder aux prestations sociales, elle constitue une obligation légale pour les Centres communaux d'action sociale (CCAS). Ceux-ci ne peuvent la refuser à une personne qui en fait la demande, dès lors qu'elle justifie de son lien avec la commune. D'autres organismes domiciliaires sont agréés par l'État, dont le Secours Catholique. En mars 2014, ce dernier a publié une enquête (1) révélant qu'en Île-de-France cette mission était négligée par les communes, 14 % d'entre elles reconnaissant n'effectuer aucune domiciliation.

## Agir en complémentarité

L'entrée de bénévoles du Secours Catholique au conseil d'administration de CCAS dans une centaine de villes franciliennes, à la suite des élections municipales de 2014, a permis de mobiliser autour de cet enjeu. « L'idée, explique Marc Potelon, délégué régional Île-de-France du Secours Catholique, est de mener une action constructive au sein des CCAS, de proposer notre expertise pour trouver des solutions, en tenant compte du vécu des personnes et des contraintes – notamment budgétaires – des mairies. Il s'agit aussi de montrer comment le Secours Catholique peut agir en complémentarité. »

Outre cette action de plaidoyer au plan institutionnel, les équipes du Secours Catholique travaillent en partenariat avec les intervenants sociaux. C'est

**À LIRE**  
 "Domiciliation : dis-moi ton adresse, je te dirai tes droits"  
 urlz.fr/3zrd

le cas à Versailles où, jusqu'en 2010, le Secours Catholique était le principal organisme domiciliaire. « C'était une tâche lourde, que nous ne pouvions continuer d'assumer seuls », témoigne Bernard Aumonier, responsable du service Accueil et accompagnement à l'accueil de jour. Secours Catholique et CCAS se sont rencontrés et ont confronté leurs besoins respectifs. Désormais, la commune prend en charge les nouvelles domiciliations, le Secours Catholique assurant le renouvellement d'une centaine de domiciliations. Une réunion de coordination mensuelle est organisée, afin d'évoquer les situations préoccupantes. « C'est un partage d'informations utiles à l'accompagnement », souligne Annette

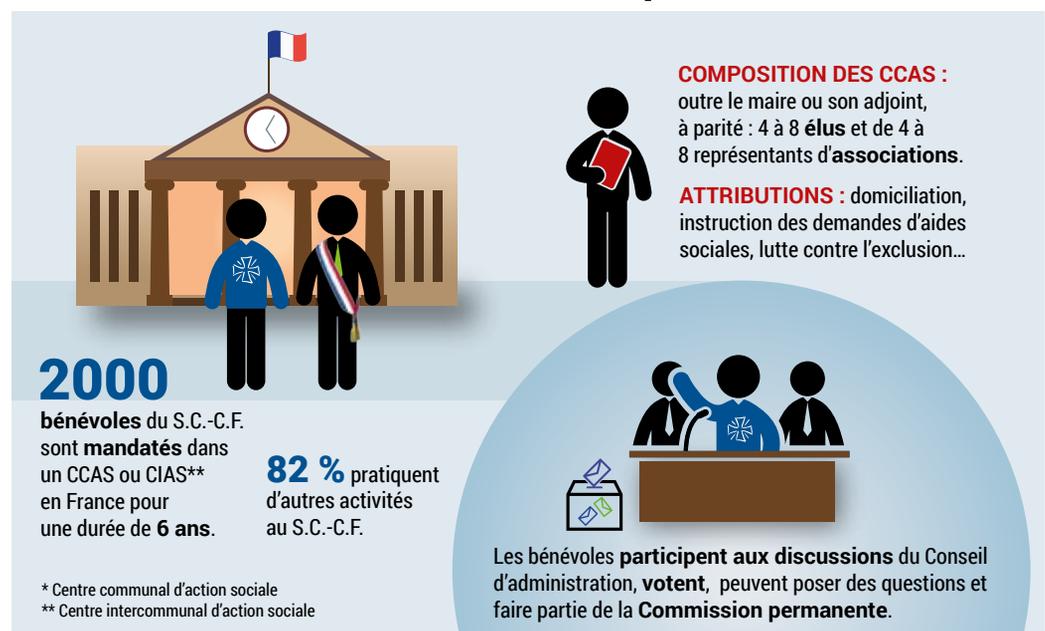
Louessard, intervenante sociale au CCAS de Versailles. « Chacun apporte son regard, on trouve des solutions », ajoute Bernard Aumonier.

La collaboration est aussi de mise à Saint-Denis (93), où la demande de domiciliation est très forte. Le CCAS domicilie 3 750 personnes, le Secours Catholique environ 1 900 – celles qui ne peuvent justifier d'une attache avec la commune. « Nous avons des contacts réguliers pour éviter les doublons et ne pas renvoyer les usagers d'un interlocuteur à l'autre », explique Béatrice Pillot, responsable du pôle social du CCAS de Saint-Denis. Un outil de coordination a été mis en place de part et d'autre : une fiche de liaison, qui suit chaque demandeur. « Pour les situations complexes ou urgentes, nous appelons directement le CCAS – et réciproquement – afin de réfléchir ensemble à la solution la plus adaptée », précise Josiane Demariot, responsable de l'équipe locale du Secours Catholique de Saint-Denis. « Nous avons un objectif commun : ne laisser personne sans adresse. En coopérant, nous sommes plus efficaces. » ■

**Clarisse Briot**

1. Enquête réalisée auprès des municipalités d'Île-de-France de plus de 10 000 habitants afin de prendre la mesure de leur action dans le domaine social. urlz.fr/3xL1

## Bénévoles mandatés dans les CCAS\* : quels rôles ?





## REPORTAGE

# Partenaires particuliers

Dans le Sud Revermont, au cœur du Jura, institutions publiques et associations conjuguent leur savoir-faire pour accompagner leurs concitoyens les plus en difficulté. Bien que nouvelle, l'équipe du Secours Catholique local fait appel à tous ces partenariats.

**L**es hivers jurassiens sont souvent longs, froids et humides, et « *les gens se ruinent à chauffer des maisons mal isolées. Les personnes en difficulté ne demandent qu'exceptionnellement de l'aide*, constate Colette Clément. *Pas facile d'aller vers elles.* » Infirmière à la retraite, Colette est aussi secrétaire de l'association familiale locale, conseillère municipale et membre du Centre communal d'action sociale (CCAS) de Cousance.

Christine Comas, animatrice du Secours Catholique local, siège au même CCAS. Les deux femmes se connaissent

bien et cherchent ensemble les moyens d'accompagner les personnes en grande difficulté. Colette évoque « *les fournisseurs d'énergie obligés de déclarer en mairie les impayés* ». Une piste pour savoir qui est dans le besoin. Christine explique sa façon de procéder : « *Dans le Jura sud, les bénévoles vont au domicile des personnes. L'équipe ne peut pas attendre que les personnes ayant des problèmes matériels ou de mobilité viennent à nous. Parfois, ce sont nos partenaires qui nous indiquent des situations difficiles.* »

### Maman en détresse

Il y a quelques mois, Patricia Vermeil, assistante sociale du secteur, a signalé une maman en détresse au Secours Catholique. Jean-Noël Klinguer, bénévole de l'association, est aussitôt allé lui rendre visite. Angélique, 37 ans, l'a reçu dans la cour. Elle est propriétaire de la maison, achetée à crédit il y a dix ans avec son premier compagnon. Puis elle y a vécu avec le père des enfants avant qu'il



X. SCHWEBEL / S.C.C.F.

**« L'intervention du Secours Catholique stigmatise moins que celle d'un travailleur social, surtout s'il vient pour l'Aide sociale à l'enfance. Le rapport est différent. Le regard moins lourd. »**

ne quitte à son tour le foyer. Elle, ses trois enfants (7, 5 et 3 ans) et leurs nombreux chats vivent entre des murs qui se désolidarisent et sous un toit qui s'écroule. Angélique s'épuise à chauffer l'intérieur en alternant poêle à bois et chauffage électrique. Abandonnée, sans emploi, profondément déprimée, la jeune femme perd progressivement pied. L'alerte donnée par l'assistante sociale va stopper cette descente aux enfers.

Le Secours Catholique a immédiatement débloqué une aide financière et poursuivi ses visites à Angélique. À Noël, Jean-Noël est allé lui proposer un catalogue de jouets. Cette fois, il a été reçu sur le seuil. « Elle était heureuse, dit-il. Pour quelques euros, elle allait offrir des jouets neufs à ses enfants. » Par la suite, Christine et une autre bénévole lui ont proposé de partir en vacances avec ses enfants, tous ensemble. « Ce jour-là, elle nous a fait entrer. Elle avait préparé des tisanes et elle souriait. » Xavier Saget, responsable de la maison des solidarités du conseil départemental, juge complémentaire l'action

simultanée des associations et des assistantes sociales. « L'intervention du Secours Catholique stigmatise moins que celle d'un travailleur social, surtout s'il vient pour l'Aide sociale à l'enfance. Le rapport est différent. Le regard moins lourd. »

« Ce jour-là également, se rappelle Christine, nous avons parlé à Angélique d'un programme d'amélioration de l'habitat. » Un programme élaboré par le conseil départemental et Ajena, association réunissant des techniciens spécialisés dans les diagnostics thermiques et les économies d'énergie. Ajena étudie la faisabilité de partenariats financiers applicables aux solutions qu'elle préconise. Christophe Dalloz, conseiller à Ajena, est venu rencontrer Angélique. Il n'est pas encore entré dans la maison mais, vue de l'extérieur, celle-ci lui paraît très mal en point. « Elle ne vaut plus ce qu'elle a coûté il y a dix ans. Difficile de la revendre pour éponger le crédit bancaire. »

Autre source d'angoisse pour Angélique, sa voiture. Le diagnostic de plusieurs garages est identique : les disques de freinage sont morts. Pour cela, Christine a contacté le seul garage solidaire du secteur. Christophe Gruet, son directeur, l'a ouvert il y a un peu plus d'un an en prenant modèle sur Solidarauto, le garage solidaire de Grenoble, financé par le Secours Catholique. Il reçoit en don des voitures qu'il répare et revend aux bénéficiaires des minima sociaux. Il loue aussi des véhicules 6 euros la journée : « Attention ! Pas pour partir en week-end. Il faut me fournir un contrat de travail, une preuve que le véhicule est loué pour aller bosser. Je suis hyper-strict. Cela fait 180 euros par mois. Pour des gens qui gagnent 600 ou 700 euros, c'est beaucoup. » Il réparera les freins de la voiture d'Angélique, « elle rentre dans les clous ». Angélique entend bien reprendre un travail après l'été. Elle relève la tête et voit soudain un avenir devant elle. ■

**Jacques Duffaut**

## **+ POUR ALLER PLUS LOIN**

### **> Associations et action publique**

Confrontées à de nouvelles contraintes, les associations ne sont pas condamnées à l'impuissance. Beaucoup combattent l'uniformisation et résistent à la dépression. Leurs répertoires d'action et leurs domaines d'intervention sont extrêmement variés. Il est difficile d'enfermer leurs activités soit dans la prestation de services soit dans le plaidoyer. Imbriquant l'économique, le social et le politique, elles décroissent et interrogent le système.

**Associations et action publique** de Jean-Louis Laville et Anne Salmon, Éd. Desclée de Brouwer, sept. 2015

# Coups de pouce

Le Secours Catholique-Caritas France répond chaque mois en France à 50 000 appels à l'aide. Voici cinq de nos "coups de pouce", merci de tous les soutenir. Sachez que tout excédent financier sera affecté à des situations similaires. Par souci de confidentialité, les prénoms sont modifiés.



### APPEL DE MARIE-CLAIRE

HAUTS-DE-FRANCE

## Une rénovation urgente

**A**ssistante maternelle, Marie-Claire s'investit beaucoup auprès des enfants qui lui sont confiés. Sa maison qu'elle habite depuis une vingtaine d'années a besoin de travaux importants : la chaudière doit être remplacée, de même que les menuiseries, et un bilan énergétique a mis en évidence la nécessité d'une isolation sous toiture. Marie-Claire, qui ne dispose que d'un petit revenu et a encore un enfant à charge, a constitué un dossier pour obtenir une subvention à la rénovation de l'habitat. Or l'entreprise retenue pour changer les menuiseries vient de cesser son activité et aucune des autres entreprises sollicitées n'accepte de réaliser ces travaux au même prix que la précédente. Le devis de l'entreprise finalement retenue est raisonnable, mais d'un coût plus élevé, ce qui augmente le reste à charge. Plusieurs institutions et associations interviennent, et les aînés des enfants de Marie-Claire contractent un prêt pour l'aider. Il reste cependant un solde de 2 500 euros pour lequel aucune solution n'a pu être trouvée.

### APPEL DE VICTOR

NORMANDIE

## Adapter l'habitation

Dans leur secteur rural isolé, Victor, sa femme et leurs quatre enfants de 12 à 21 ans vivent très à l'étroit et sans confort dans la partie habitable d'un ancien bâtiment agricole. Des travaux sont devenus indispensables et urgents car le toit est défectueux (tôles rouillées), l'isolation insuffisante et, surtout, l'habitation est inadaptée à leur fille de 19 ans en fauteuil roulant et non autonome. Un projet de réhabilitation et de

transformation d'une pièce en chambre avec salle de bain pour la jeune fille, permettant la circulation de son fauteuil roulant, a été réalisé. Divers financements ont été obtenus mais il reste à la charge de Victor, qui n'a qu'un petit salaire, une somme de 1 000 euros qu'il ne peut fournir.

### APPEL D'ALAIN ET SYLVETTE

LORRAINE

## Des travaux indispensables

Alain, Sylvette et leur fille de 16 ans vivent dans leur petite maison située dans une ancienne

citée ouvrière. Le contrat précaire d'Alain et les petits boulots de Sylvette assurent un faible revenu à la famille. Le remplacement de leur cuisinière à bois-chauffage central (ils disposent de bois en affouage) et des travaux d'isolation des combles sont devenus inéluctables. Un vrai défi pour leur fragile budget. Pourtant, une fois réalisés, Alain et Sylvette feront de substantielles économies d'énergie et pourront envisager plus sereinement l'avenir scolaire et professionnel de leur fille. Les organismes d'aide à la rénovation de l'habitat interviennent, mais il reste à la charge de la famille une somme de 1 500 euros qu'elle ne peut assumer.

### APPEL DE GRÉGORY

AQUITAINE-POITOU-CHARENTES-LIMOUSIN

## Devenir infirmier

Après des débuts infructueux, Grégory a trouvé sa voie : devenir infirmier. Il suit les cours d'un organisme préparant au concours d'entrée d'instituts de soins infirmiers. Il s'inscrit ensuite au concours de plusieurs d'entre eux afin de multiplier ses chances de réussite. Grégory et sa compagne, tous deux indemnisés par Pôle emploi, ont financé une partie de la formation, mais ils ne peuvent en régler le solde, ni l'inscription

aux concours, soit 1 100 euros, malgré de multiples démarches auprès d'institutions. Le jeune couple gère son budget avec sérieux. Grégory travaille durant les week-ends et les vacances chez un ancien employeur et celui-ci, pendant les trois années de sa formation, le reprendra avec des horaires aménagés. La maman de Grégory, elle-même aide-soignante, les soutiendra également.

### APPEL D'EDWIGE

AQUITAINE-POITOU-CHARENTES-LIMOUSIN

## Aider l'avenir à s'ouvrir

De graves problèmes de santé ont durablement entravé la vie professionnelle d'Edwige. Début 2015, sa santé s'étant améliorée, elle a retrouvé un emploi à mi-temps, qu'elle complète efficacement en haute saison par une autre activité liée au tourisme. Elle rencontre cependant une grosse difficulté : son véhicule hors d'usage est tombé définitivement en panne. Une amie lui a prêté son véhicule, prenant elle-même le bus pour lui permettre de conserver son emploi, mais cette situation ne peut durer. Les organismes sollicités ne peuvent aider Edwige. Un coup de pouce de 2 500 euros lui permettra d'acquérir un véhicule d'occasion fiable.



## PROJET INTERNATIONAL

### Irak : secourir une population en danger

Des milliers de déplacés internes tentent de survivre dans la province de Dohuk, au nord du Kurdistan irakien.

Les Irakiens qui ont fui leurs villes et villages voient leurs dernières économies fondre, et leur accès à l'eau, à l'école, à la santé primaire, entre autres, devient de plus en plus aléatoire : il est indispensable de les soutenir. De même pour leurs familles d'accueil et les réfugiés syriens. Caritas Irak, dont de nombreux membres sont eux-mêmes déplacés, atteint des zones "oubliées" par les ONG en s'appuyant sur les paroisses locales et en tirant parti de ses bonnes relations avec les autorités kurdes. Elle secourt actuellement 19 425 personnes en danger. Parmi elles, 1 050 enfants en souffrance participent à des activités



KIM POZNIAK/CATHOLIC RELIEF SERVICES

psychosociales spécialement conçues à leur intention. Ils pourront ainsi, à l'avenir, mieux lutter contre les traumatismes subis. Le Secours Catholique s'engage à leurs côtés pour 100 000 euros. **Yves Casalis**

## + LE SAVIEZ-VOUS ?

### Entreprise et Secours Catholique : tout le monde y gagne

Une entreprise a un impact économique et social sur son territoire. À ce titre, elle est légitime et attendue comme acteur solidaire de proximité. Cet engagement est souvent partagé par ses salariés, désireux de s'impliquer eux-mêmes dans des actions au profit des personnes les plus démunies.

En devenant partenaire du Secours Catholique, l'entreprise peut rendre concrète cette solidarité. Nos 3 600 équipes locales, animées par plus de 67 000 bénévoles, agissent déjà là où les entreprises sont implantées, là où leurs salariés vivent et travaillent. Elles ont besoin de la participation de tous les acteurs du tissu social et économique pour poursuivre et consolider leurs actions.

Un soutien efficace peut prendre la forme d'un don financier, d'un don de matériel nécessaire à nos actions, ou consister en la mise à disposition de compétences des salariés.

Comme pour les particuliers, le don d'une entreprise ouvre droit à une réduction d'impôt. Cette réduction est égale à 60 % du montant du don, dans la limite d'un plafond de 0,5 % du chiffre d'affaires annuel.

**Vous êtes entrepreneur ?** Pour toute information complémentaire sur le mécénat et le partenariat d'entreprise, n'hésitez pas à contacter votre délégation.

## GRÂCE À VOUS...

En avril 2015, nous attirons votre attention sur la situation de Raymond. Âgé de 67 ans, celui-ci vivait seul dans sa maison rurale avec une faible retraite d'exploitant agricole. Au fil des années, la maison s'était fortement dégradée et Raymond n'en occupait plus qu'un espace restreint et sans aucun confort. L'installation électrique et celle de gaz, vétustes et dangereuses, devaient être refaites, ainsi que les menuiseries, l'étanchéité, l'isolation et les revêtements intérieurs. Il fallait aussi créer des sanitaires fonctionnels et intervenir au niveau du toit. Raymond pouvait bénéficier de subventions institutionnelles d'aide à la rénovation de l'habitat. Il faisait un apport personnel et avait obtenu des prêts adaptés à ses possibilités. Mais il restait à sa charge une somme qui excédait ses possibilités. Grâce à vous, le budget a pu être bouclé et les travaux ont été réalisés. Raymond a enfin des conditions de vie décentes, et il adresse ses remerciements chaleureux aux donateurs. ■

## Vos coups de pouce

Retournez ce coupon accompagné de votre don par chèque à l'ordre du Secours Catholique à votre délégation ou au Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac - 75007 Paris.

**Oui, je souhaite venir en aide aux plus démunis, je fais un don pour soutenir :**

- Toutes les actions du Secours Catholique : ..... €
- Le projet international Irak : ..... €

**Tous les "coups de pouce" de Messages n° 713 : ..... €**

**Plus particulièrement le(s) "coup(s) de pouce" suivant(s) :**

- l'appel de Marie-Claire : ..... €
- l'appel de Victor : ..... €
- l'appel d'Alain et Sylvette : ..... €
- l'appel de Grégory : ..... €
- l'appel d'Edwige : ..... €

Association reconnue d'utilité publique, habilitée à recevoir des legs, donations et assurances vie exonérés de droits.



**Fiscalité.** Si vous êtes imposable, vous pouvez déduire de votre impôt sur le revenu 75 % du montant de vos dons à hauteur de 530 €, puis 66 % au-delà de cette somme, et ce dans la limite de 20 % de votre revenu imposable (articles 200 et 238 bis du Code général des impôts). **Confidentialité.** Toutes vos données personnelles restent la propriété du Secours Catholique-Caritas France. Elles ne sont ni louées, ni échangées avec quelque organisme ou entité que ce soit, hormis la Fondation Caritas France. **Rigueur et transparence.** Les comptes sont contrôlés à différents niveaux : par un commissaire aux comptes et par un audit interne. Le Secours Catholique-Caritas France a été audité en 2006 par la Cour des comptes.



La Résurrection du fils de la veuve de Naïm de Jean-Baptiste Wicar

## ÉVANGILE SELON SAINT LUC 7, 11-16

### La veuve de Naïm

Jésus se rendit dans une ville appelée Naïm. Ses disciples faisaient route avec lui, ainsi qu'une grande foule. Il arriva près de la porte de la ville au moment où l'on emportait un mort pour l'enterrer ; c'était un fils unique, et sa mère était veuve. Une foule importante de la ville accompagnait cette femme. Voyant celle-ci, le Seigneur fut saisi de compassion pour elle et lui dit : « *Ne pleure pas.* » Il s'approcha et toucha le cercueil ; les porteurs s'arrêtèrent, et Jésus dit : « *Jeune homme, je te l'ordonne, lève-toi.* » Alors le mort se redressa et se mit à parler. Et Jésus le rendit à sa mère. La crainte s'empara de tous, et ils rendaient gloire à Dieu en disant : « *Un grand prophète s'est levé parmi nous, et Dieu a visité son peuple.* »

## « On a le droit d'être triste »

PAR BERNARD, VÉRONIQUE, MICHEL, SERGE, MICHELLE ET LES AUTRES.



« Jésus a des émotions de tristesse »



« **C**'est beau de voir Jésus qui a des émotions de tristesse. On se dit que nous aussi, on a le droit d'être tristes. Jésus est pauvre, et nous les pauvres on a le droit d'être tristes. Mais il n'est pas, comme le pense le commun des mortels, inactif, impuissant et simple spectateur. »  
« Après la tristesse, il y a la joie, c'est comme après la mort, il y a la résurrection. Trop souvent, nous bloquons nos émotions par peur de nous laisser déborder, envahir,

dépasser par les circonstances. Mais à vouloir tout contrôler, on en oublie de vivre vraiment. Moi je dis que l'émotion, ça fait partie de la vie. Notre corps est réactif. C'est bien. Ce n'est pas un handicap d'avoir des émotions. »  
« C'est rassurant. Du coup, nous, on n'a pas honte d'avoir ce sentiment. »  
« Jésus se met proche de la veuve, il veut la consoler, car elle est seule. Elle n'a plus que son fils. Il la rassure : "*Ne pleure pas.*" Jésus partage notre condition, il n'est pas indifférent à la

mort, à la souffrance. On peut avoir confiance quand on va mal, lui aussi a vécu la douleur de la séparation. »  
« En tant que femme, elle n'a plus de mari. En tant que mère, elle n'a plus d'enfant. Elle est privée de l'essentiel de la vie : aimer et être aimée. »  
« On peut être touché par la Parole, par une main, tout peut être utilisé pour toucher. »  
« On ne devait pas toucher un cadavre, il était impur. C'est dur d'avoir le courage d'approcher ceux qui sont impurs. Moi, je veux essayer d'y arriver. Il y en a qui, dès que les personnes sentent un peu mauvais ou ne sont pas de la même couleur de peau, ne veulent pas s'en approcher. »  
« Les porteurs s'arrêtent : c'est pour que Jésus puisse agir. C'est parfois dur de vouloir laisser agir Jésus en nous, on préfère se débrouiller seul. »  
« Pourtant, on se sent mieux après avoir fait la paix. » ■

### † LA MÉDITATION DE DOMINIQUE FONTAINE, AUMÔNIER GÉNÉRAL

#### La compassion et la miséricorde



E. PERRIOT / SSC-CF

Ce récit de l'Évangile est rempli d'émotion. Notre groupe le sent et le dit d'emblée. On voit Jésus saisi par l'émotion, comme lors de la résurrection de Lazare. S'il peut dire à cette femme « *ne pleure pas* », c'est qu'il a lui-même une « *émotion de tristesse* », comme dit l'un des membres du groupe. Et les voilà qui orientent leur partage sur ces émotions, qu'il ne faut pas avoir peur de ressentir et d'exprimer, puisque Jésus lui-même les a vécues. Dans un livre sur la Miséricorde (1), le pape François commente ce récit avec les mêmes mots que nos amis : « *Jésus est ému devant cette femme, veuve, détruite par la mort de son seul fils. Le Dieu fait homme se laisse émouvoir par la misère humaine. Dieu nous aime de cet amour viscéral, avec compassion et miséricorde. Jésus ne considère pas la réalité de l'extérieur, froidement, comme s'il prenait une photographie. Il est concerné. On a besoin de cette compassion aujourd'hui, pour vaincre la généralisation de l'indifférence.* » Nous aussi, laissons-nous toucher par la souffrance des autres, pour que le Christ puisse agir en nous et en ceux que nous approchons.

1. Pape François, *Le Nom de Dieu est Miséricorde*, Robert Laffont/Presses de la Renaissance, 2016, p. 114.

### 👉 LE GROUPE DE PAROLE

Des bénévoles et des personnes en fragilité de la diaconie de l'Ain ont partagé ce récit dans le cadre de la préparation d'une semaine de prière pour la radio RCF.

📞 **Contact**  
diaconie.belley.ars@free.fr

↳ TÉMOIGNAGE MONIQUE RUTARD

## Changer d'univers



**Monique Rutard**

67 ans

Bénévole en Champagne sud, en charge de l'accueil familial de vacances

« Depuis dix ans, j'agis auprès de la délégation de Champagne sud pour que les enfants qui ont besoin de changer d'univers soient accueillis dans une "famille de vacances". J'ai pour mission d'assurer la qualité du séjour de trois semaines estivales offert à l'enfant. La responsabilité importante de l'association dans ces séjours exige une préparation très sérieuse.

Du côté des parents de l'enfant, il faut gagner leur confiance et les convaincre des bienfaits du séjour. Nous nous rendons en binôme au domicile des familles intéressées. Cette visite nous donne l'occasion de faire connaissance avec l'enfant et son environnement. Puis nous établissons un lien avec les parents pour constituer le dossier administratif, rassembler les éléments : carte d'identité, carnet

de santé..., et informer les services de Jeunesse et Sports.

Du côté de la "famille de vacances", son "recrutement" demande une grande implication de notre équipe. Il nous faut connaître le cadre de vie des "parents de vacances" qui accueilleront le petit qui a besoin de souffler, leur environnement social... Nous les rencontrons avant et pendant le séjour, mais également après, lorsqu'il s'agit d'évaluer cette expérience que, très souvent, les accueillants aussi bien que l'enfant demandent à renouveler.

Le temps passant, je suis toujours impressionnée par la générosité de ces familles qui s'investissent dans cet accueil familial de vacances, par leur humanité, leur disponibilité. Elles mettent tout en œuvre pour que l'enfant s'enrichisse en découvrant une autre façon de vivre. » ■

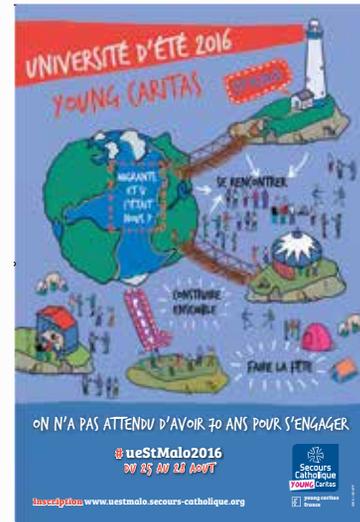
**Propos recueillis par Marie-Hélène Content**

### VOUS AUSSI

Vous aussi, participez aux multiples activités mises en place par les équipes du Secours Catholique.

**Contactez la délégation la plus proche de votre domicile.**  
[www.secours-catholique.org/implantations](http://www.secours-catholique.org/implantations)

## Agenda



### SAINT-MALO

25 au 28 août

## L'université d'été de l'Europe fraternelle

Le Secours Catholique-Caritas France organise à Saint-Malo, pour la troisième année consécutive, une université d'été ouverte aux jeunes de 18 à 35 ans. Les précédentes éditions leur ont permis de se sentir moins isolés dans leurs engagements et de « retrouver l'envie ». « L'université d'été m'a permis de rencontrer des gens formidables », témoigne Sabrina, bénévole à Épinal, « de m'enrichir, de créer des amitiés, des liens forts, d'échanger des idées. »

Laboratoire d'idées propice aux échanges fraternels, Saint-Malo incite les jeunes à oser de nouvelles formes de solidarité, à agir pour la transformation sociale, à travailler davantage en partenariat. Ce sera sans doute encore le cas cette année pour les participants invités à réfléchir sur ce thème : "Migrant, et si c'était nous ?" Parmi les 400 jeunes attendus figurent 60 Allemands et autant de Luxembourgeois, d'Autrichiens, d'Italiens, de Suisses et de Français actifs au sein du projet "Young Caritas in Europe".

### Inscription :

[ue.stmalo@secours-catholique.org](mailto:ue.stmalo@secours-catholique.org)

### Programme mis en ligne sur

[www.facebook.com/groups/YoungCaritas/](http://www.facebook.com/groups/YoungCaritas/)

### À DÉCOUVRIR

## Passez vos vacances en famille à la Cité Saint-Pierre

Dans les Hautes-Pyrénées, sur les hauteurs de Lourdes, le site est magnifique (un parc de 35 hectares) et la maison accueillante. La Cité Saint-Pierre, antenne du Secours Catholique, vous propose des vacances en famille du 8 au 13 juillet ou du 25 au 30 août. Durant votre séjour, profitez des animations de la Cité : excursions touristiques, randonnées, activités sportives, soirées festives...

**Plus d'information sur :** [www.citesaintpierre.net](http://www.citesaintpierre.net)

**Réservation :** [reservations.csp@secours-catholique.org](mailto:reservations.csp@secours-catholique.org) – Tél. : 05 62 42 71 11

